

Questionnaire à l'usage des gouvernements

Le rapport de la 9e session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones contient une série de recommandations sur les questions relevant du mandat de l'Instance permanente, dont certaines adressées aux États Membres.

Le Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones invite les gouvernements à remplir le court questionnaire qui est joint au sujet des mesures prises ou prévues en réponse aux recommandations de l'Instance permanente. Toutes les réponses au questionnaire par les gouvernements seront compilées dans un rapport de la dixième session de l'Instance permanente.

Veillez faire parvenir le questionnaire dûment rempli au plus tard le 31 Janvier 2011

Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies
sur les questions autochtones
Division des politiques sociales et du développement
Département des affaires économiques et sociales
Bureau DC2-1454
Siège de l'Organisation des Nations Unies
New York, USA 10017
Téléphone: 917 367 5100
Télécopie: 917 367 5102
Courrier électronique: indigenous_un@un.org

Le questionnaire complet est disponible à
<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/questionnaire.html>

Pays: Burkina Faso

**Personne de contact: Marc SOMDA, Conseiller Technique,
Ministère de la Promotion des droits humains. Tel : +226 70443247
E-mail : marc.somda@yahoo.fr**

Considérations préliminaires.

Le Burkina Faso est un Etat multiculturel où cohabitent pacifiquement une soixantaine d'ethnies pratiquant des religions différentes, des langues différentes, des cultures différentes. Conscient de la richesse de la diversité ethnique, linguistique et culturel dans le développement socioéconomique et politique, le Gouvernement burkinabe s'attache, dans la construction de l'Etat nation, à promouvoir toutes les cultures, à assurer malgré la modicité des ressources, un développement socioéconomique équilibré de toutes les régions du pays. Aucune discrimination ni marginalisation officielle n'est faite à l'endroit d'une quelconque ethnie. Il n'existe pas de groupe ethnique historiquement marginalisé.

Toutefois, le Burkina Faso compte parmi sa population, des touaregs pour lesquels l'histoire retient qu'ils appartiennent au groupe berbères nomades vivant dans le Sahara central, l'Algérie, le Maroc, la Libye et sur les bordures du Sahel au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Les berbères se sont proclamés peuples autochtones en Algérie comme au Maroc.

Pour les touaregs du Burkina, ils sont originaires pour l'essentiel de la province de l'Oudalan où l'on distingue quatre grands groupes ethniques:

- le groupe Tamachek avec les Bellah et les Touaregs ;
- le groupe peulh avec les peulh Gaobé et les peulh Rimaïbé ;
- le groupe Songhraï avec les Songhraï et les Mallébé
- le groupe constitué des Haoussa, des Maures et des Mossis qui sont des immigrés venus s'installer dans la région.

Parmi les trois premiers groupes considérés comme les originaires et non des autochtones de la région, les Peulh et les Bellah sont désignés comme des nomades quand bien même la tendance générale actuelle est à la sédentarisation. Toutefois, il subsiste une pratique commune à toutes les ethnies de ces groupes consistant en un déplacement des populations dans les hameaux de culture pendant la saison pluvieuse.

Malgré leur appartenance au groupe berbère, les touaregs burkinabé ne se sont jamais déclarés populations autochtones. Toutefois, l'on note l'existence de l'association TINHINAN qui œuvre pour l'épanouissement des femmes nomades (récépissé n°97-181/MATS/SG/DGAT/DLPAJ du 21 juillet 1997). Elle est dirigée par Madame Saoudata ABOUBACRINE qui est de nationalité malienne naturalisée burkinabé en 2010. C'est cette association qui, jusqu'à nos jours, s'est faite le porte-voix de la population autochtone du Burkina Faso auprès des instances internationales qu'elle soit nomade en général ou touareg en particulier.

A cet égard, il convient de relever que le Gouvernement du Burkina Faso est résolument engagé dans la promotion et la protection des populations autochtones là où elles existent. Il convient en cela de rappeler que le Burkina a été l'un des acteurs qui a œuvré à l'adoption en 2007 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, de la Déclaration sur les droits des communautés/populations autochtones. Il a accueilli favorablement l'interprétation qu'a faite la CADHP de cette Déclaration. C'est dire que le Burkina reconnaît l'existence de populations autochtones en Afrique et ailleurs et est engagé à la promotion et à la défense de leurs droits humains. Cependant, la reconnaissance générale des Etats des populations autochtones ne doit pas occulter les spécificités sociales et politiques de chacun d'eux.

Du reste, depuis 2006, le Burkina est entré dans un processus de décentralisation intégrale, consacrant ainsi le droit des collectivités locales à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale. Les populations touaregs des différents villages constituant les communes (départements) de la Province de l'Oudanlan sont ainsi appelées s'investir dans la gestion de leur développement économique, social et culturel.

A cet égard, l'article 9 de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso dispose que la collectivité territoriale qui est la commune ou la région peut :

- Entreprendre toute action en vue de promouvoir le développement économique, social, culturel, environnemental et participer à l'aménagement du territoire ;
 - Passer des contrats avec toutes personnes physiques ou morales, privées ou publiques dont l'Etat, les autres collectivités territoriales et les établissements publics ou établir des rapports de coopération avec les organisations extérieures au Burkina Faso dans le respect de la souveraineté et des intérêts de la nation ;
 - entreprendre dans les conditions prévues par la loi et dans le cadre de leurs compétences propres, des actions de coopération qui donnent lieu à des conventions avec des collectivités territoriales de pays étrangers ou organismes internationaux publics ou privés œuvrant dans le domaines du développement ;
 - créer ou acquérir des établissements dans le domaine de l'enseignement, de la santé, de l'environnement ou dans tout autre domaine socioéconomique ou culturel ;
 - créer des établissements publics locaux pour la gestion d'activités socioéconomiques ou culturels ;
 - acquérir des actions ou obligations dans des sociétés ayant pour objet, l'exploitation de services locaux ou de services nationaux ouverts à la participation des collectivités territoriales.
- L'article 11 de la loi dispose que les habitants de la collectivité territoriale ont droit à l'information sur la gestion des affaires locales. Tandis que l'article 36 stipule que le transfert des compétences par l'Etat doit être accompagné du transfert aux collectivités territoriales des moyens et des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. A ce jour, il y a le transfert effectif des compétences en matière de développement socioéconomique et culturel aux communes (éducation, santé, culture, projet de développement économique...).

Question 1

Décrivez brièvement les recommandations de la neuvième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII)¹ ou des recommandations formulées lors des sessions précédentes (qui n'auraient pas été examinées dans les rapports précédents) qu'ont été traitées par votre gouvernement.

Q1

Le Burkina Faso a participé pour la première fois à une session de l'Instance permanente (avril 2010). Cela dénote de l'intérêt qu'il porte à la promotion et à la protection des droits des populations autochtones. Cependant, considérant toutes les composantes ethniques du Burkina sur le même pied d'égalité dans sa politique nationale de développement socioéconomique, politique et culturel, cette question ne constitue pas une source de préoccupation sur son territoire.

Question 2

Quels sont certains des efforts de votre gouvernements concernant les peuples autochtones et les Objectifs du Millénaire pour le développement?

Q2

La mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement concerne sans exclusive et sans discrimination, toutes les populations vivant sur le territoire national. Toutefois, dans sa politique de mener un développement équilibré des toutes les régions, le Gouvernement a fournis des efforts supplémentaires concernant particulièrement la Province de Gorom Gorom, en vue d'améliorer entre autres, le droit à la santé, à l'éducation et à l'eau potable des populations compte tenus des spécificités culturelles de cette région qui est d'accès difficile avec une pluviométrie capricieuse.

¹Les paragraphes suivants du Rapport sur la neuvième session de l'Instance permanente (E/2010/43) contient des recommandations adressées aux États membres: 11, 12, 14, 16, 17, 18, 26, 32, 33, 41, 44, 46, 47, 51, 52, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 92, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 106, 110, 112, 113, 118, 119, 121, 123, 147, 148, 149, 155, 158, 160, 161, 163, 164, 165, 166

Question 3

À sa dixième session en 2011, l'Instance permanente examinera ses recommandations par rapport à (a) développement économique et social; (b) l'environnement; (c) consentement libre, préalable et éclairé. S'il vous plaît décrivez brièvement la façon dont votre gouvernement fait face à cette question en ce qui concerne les peuples autochtones.

Q3(a) :

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la décentralisation intégrale qui consacre le transfert des compétences aux différentes régions et communes du pays dans les domaines du développement économique et social, de l'environnement, le Gouvernement, outre les transferts de ressources humaines et financières, accompagne les différentes autorités locales dans la mise en œuvre de leur plan de développement dans ces différents domaines. Cela veut dire que les choix de développement viennent des populations elles-mêmes, qu'elles se considèrent autochtones ou non.

Q3(b) l'environnement

Voir la réponse Q3 (a).

Q3(c) consentement libre, préalable et éclairé

Cet aspect a été réglé par les dispositions de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso. Cette décentralisation consacre le droit des collectivités territoriales à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale.

Question 4

Quels sont certains des obstacles que votre gouvernement a rencontrés dans l'application des recommandations de l'Instance permanente?

Q4

Les recommandations de l'Instance Permanente qui s'apparentent aux préoccupations du Gouvernement quand à un développement harmonieux et équilibré de toutes les régions du Burkina, rencontrent comme obstacles, les pesanteurs socioculturelles, le repli identitaire sur soi et d'une certaine auto marginalisation des populations de la région de Gorom Gorom qui se considèrent par comparaison de leurs origines comme populations autochtones.

Question 5

Veillez fournir des informations concernant les facteurs qui facilitent la mise en pratique par votre gouvernement des recommandations de l'Instance permanente.

Q5

La loi sur la décentralisation et les mesures règlementaires de son application constituent des gages de promotion et de protection des droits de tous les groupes sociaux au Burkina, y compris ceux qui se réclament comme peuples autochtones.

Question 6

Veillez donner les précisions voulues des lois et /ou politiques spécialement conçus pour le traitement des questions relatives aux peuples autochtones dans votre pays.

Q6

Le Burkina Faso ne possède pas de lois et/ou politiques spécialement conçues pour les populations autochtones.

Question 7

Votre gouvernement a-t-il une institution nationale (ministère, département, médiateur, etc.) sur les questions des peuples autochtones?

OUI

NO

Si "Oui", veuillez indiquer le nom et les coordonnées du point focal sur les questions des peuples autochtones.

Q7

Le Ministère de la Promotion des droits humains est la structure étatique chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de protection des droits humains adoptée par le Gouvernement. Les questions relatives aux droits humains de l'ensemble des habitants du Burkina et partant, des populations qui se considèrent comme des populations autochtones sont traitées au niveau de ce département. La personne qui traite entre autres des questions de populations autochtones est Monsieur Marc SOMDA dont les coordonnées sont ci-dessus mentionnées.

Question 8

Votre gouvernement a-t-il mis en place un programme ordinaire de renforcement des capacités du personnel de l'administration nationale en matière de gestion des questions autochtones?

OUI

NO

Si "Oui", s'il vous plaît fournir une brève description de ces programmes

Q8 /

Question 9

Veillez fournir des informations concernant la promotion et la mise en pratique par votre gouvernement de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Q9

Le Burkina Faso, soucieux de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme, y compris les droits des populations autochtones a participé activement à l'adoption de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones à laquelle il a souscrit. Sa participation aux sessions de l'Instance Permanente participe de sa volonté affirmée de mieux connaître les droits des populations autochtones afin de contribuer à leur promotion et à leur défense partout où elles se trouvent.